



**Conseil Économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/73
14 janvier 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants
et la pornographie impliquant des enfants, Mme Ofelia Calcetas-Santos

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Résumé.....		3
Introduction	1 - 3	4
I. MÉTHODE DE TRAVAIL ET ACTIVITÉS.....	4 - 26	4
A. Méthode de travail.....	4 - 8	4
B. Activités	9 - 26	6
II. ÉVOLUTION DE LA SITUATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE RELEVANT DU MANDAT DE LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE.....	27 - 32	9
III. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS À L'ÉCHELON NATIONAL..	33 - 60	10
IV. LE POINT SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE	61 -	15
A. Introduction	61 - 66	15
B. Cadre juridique.....	67 - 71	16
C. Nature des abus	72 - 80	17
D. Profil des auteurs d'abus.....	81 - 98	19
E. Conséquences de la violence domestique	99 - 106	22
V. RÉPONSES DES ÉTATS PARTIES	107 - 131	23
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	132 - 141	28

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 1999/80 de la Commission des droits de l'homme, en date du 28 avril 1999, dans laquelle cette dernière a, entre autres, accueilli avec satisfaction le rapport de la Rapporteuse spéciale chargée d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/1999/71 et Add.1), et a prié la Rapporteuse spéciale de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session (A/54/411), et un rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-sixième session.

Le présent rapport expose de façon détaillée la méthode de travail suivie par la Rapporteuse spéciale, en particulier l'obtention des gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'organismes des Nations Unies et d'autres organes internationaux de renseignements relatifs à l'actuel volet central de son mandat : le rôle de la famille et l'impact de la violence domestique sur l'enfant. Une circulaire demandant des renseignements sur cette question a été envoyée en juin 1999.

Dans le rapport est dressé un tableau d'ensemble des activités entreprises par la Rapporteuse spéciale depuis la présentation de son précédent rapport à la Commission des droits de l'homme, dont deux visites de pays - au Guatemala en juillet 1999 sur la question de la vente d'enfants, notamment sous couvert d'une adoption internationale (voir E/CN.4/2000/73/Add.2) et à Fidji en octobre 1999 sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (voir E/CN.4/2000/73/Add.3), ainsi que sa participation à diverses conférences et réunions, qui font l'objet d'un compte rendu.

Certains faits nouveaux intervenus dans le monde en rapport avec la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants y sont ensuite récapitulés, notamment la tenue de conférences touchant aux questions dont elle est chargée et l'adoption de nouveaux textes législatifs. Certaines évolutions internes survenues en Albanie, en Bolivie, au Cambodge, aux États-Unis d'Amérique, en Inde, au Japon, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au Sri Lanka font également l'objet d'un examen.

Dans le rapport sont ensuite plus particulièrement abordés la violence domestique et ses liens avec les questions faisant l'objet du mandat de la Rapporteuse spéciale. Dans ce chapitre on souligne l'importance revenant à la prise en considération du rôle de la famille avant de se pencher sur un cadre juridique propre à assurer la protection des enfants contre tous les types de violence. La nature des abus, le profil de leurs auteurs et les effets de la violence domestique sont étudiés à la lumière des renseignements reçus d'États, d'organisations non gouvernementales et d'organismes des Nations Unies. On trouve ensuite un résumé des réponses reçues des États suivants : Afrique du Sud, Bénin, Canada, Chypre, Colombie, Iraq, Japon, Qatar, République slovaque, Suisse et Togo. Les informations reçues des Gouvernements du Chili, de Fidji, du Guatemala, du Mexique, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Singapour et des États qui auront soumis leur réponse entre décembre 1999 et juillet 2000 seront utilisées aux fins du prochain rapport de la Rapporteuse spéciale à l'Assemblée générale.

Enfin, la Rapporteuse spéciale présente ses conclusions et formule plusieurs recommandations.

Introduction

1. À sa cinquante-cinquième session, dans sa résolution 1999/80 du 28 avril 1999, la Commission des droits de l'homme a accueilli avec intérêt le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/1999/71 et Add.1). Dans la même résolution, elle a prié la Rapporteuse spéciale de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session (A/54/411) et un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-sixième session. La Commission a également engagé les États à coopérer étroitement avec la Rapporteuse spéciale, à lui fournir tous les renseignements demandés et à l'inviter à se rendre chez eux.
2. En outre, la Commission a accueilli avec satisfaction la réunion d'experts organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris les 18 et 19 janvier 1999 sur le thème "Exploitation sexuelle des enfants, pornographie impliquant des enfants et pédophilie sur l'Internet : un défi international", ainsi que sa déclaration et son plan d'action, et a préconisé un suivi en coopération avec la Rapporteuse spéciale.
3. À ce propos, dans le présent rapport, soumis conformément à la résolution 1999/80, figure un aperçu des faits nouveaux et initiatives intervenus aux échelons national et international depuis que la Rapporteuse spéciale a soumis son précédent rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-quatrième session.

I. MÉTHODE DE TRAVAIL ET ACTIVITÉS

A. Méthode de travail

4. Dans ses précédents rapports, la Rapporteuse spéciale a mis l'accent sur les trois volets de son mandat, à savoir la vente, la prostitution et la pornographie, qui relèvent de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle a dès le début identifié trois catalyseurs selon elle susceptibles aussi bien de favoriser que d'empêcher l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales - le système judiciaire, les médias et l'éducation. Les travaux de recherche qu'elle a consacrés à la question ont confirmé le rôle catalytique joué par ces éléments. Il est rapidement apparu que le rôle d'un autre catalyseur, le plus déterminant peut-être, devait être étudié - celui de la famille. Dans un grand nombre de cas, l'exploitation d'un enfant peut être imputée au milieu familial.
5. Dans le but de dresser un tableau d'ensemble comparatif de l'évolution de la situation en matière de violence domestique et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, la Rapporteuse spéciale a adressé en juin 1999 à tous les gouvernements ainsi qu'à tous les organes et organismes intéressés des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, une circulaire leur demandant de lui fournir, aux fins de l'établissement de son rapport à la Commission des droits de l'homme, des renseignements sur les points suivants :
 - a) Études réalisées sur la question, en particulier sur les liens entre les abus et actes de négligence au foyer et le passage ultérieur à la prostitution;

- b) Modalités selon lesquelles les cas de mauvais traitements et de négligence sont signalés aux autorités, institutions et associations;
- c) Sources de statistiques sur la violence domestique et la négligence :
 - i) Types de liens unissant l'auteur et la victime des abus (par exemple, mari/femme, parent/enfant, concubins, etc.);
 - ii) Fréquence des abus;
 - iii) Type ou nature spécifiques des abus signalés aux autorités, associations, etc.;
- d) Structures juridiques en place pour faire face aux affaires d'abus et de négligence :
 - i) Personne ou entité pouvant déposer une plainte au nom de l'enfant victime d'abus ou de négligence;
 - ii) Personne ou entité ayant la responsabilité principale de l'enfant après le dépôt de la plainte;
 - iii) Mesures prises après notification de cas d'abus;
 - iv) Recours juridiques ou autres dont disposent les enfants victimes d'abus ou de négligence;
- e) Toutes initiatives nationales, régionales et internationales prises pour réduire l'incidence de la violence domestique et des cas de négligence.

6. En décembre 1999, des réponses avaient été reçues des pays suivants : Afrique du Sud, Bénin, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Fidji, Guatemala, Iraq, Mexique, Norvège, Qatar, République slovaque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suisse, Turquie et Togo. Avaient également répondu les organisations non gouvernementales suivantes : American Psychological Association, Amnesty International, Centre des Caraïbes pour le développement de l'enfant-Jamaïque, Ecumenical Network for Youth Action-République tchèque, The Global Network to end Child Prostitution, Pornography and Trafficking (ECPAT) (Réseau mondial chargé de mettre un terme à la prostitution, à la pornographie et au trafic des enfants à des fins sexuelles), Centre de coordination pour la question de l'exploitation sexuelle des enfants, The Network against Sexual Exploitation of Children-Afrique du Sud, Radda Barnen, Terre des hommes. Des réponses avaient également été reçues de l'Union européenne et des organismes des Nations Unies et organes internationaux ci-après : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour la population, Organisation mondiale de la santé, Organisation mondiale du commerce. Le présent rapport reprend une partie des renseignements fournis dans ces réponses. Les autres seront consignés dans le prochain rapport de la Rapporteuse spéciale à l'Assemblée générale.

7. Dans le prolongement des missions de pays qu'elle a effectuées, la Rapporteuse spéciale a adressé en juillet 1999 aux Gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Kenya, du Mexique, de la République démocratique populaire lao et de la République tchèque une lettre dans laquelle

elle leur demandait de collaborer à l'évaluation de la suite donnée aux recommandations formulées à leur intention dans ses rapports de mission et manifestait son intérêt pour les faits nouveaux et initiatives intervenus depuis sa visite dans les domaines relevant de son mandat. En décembre 1999, seul le Gouvernement mexicain avait répondu à cette demande et la Rapporteuse spéciale entend donc prier instamment les autres gouvernements de lui fournir ces renseignements afin de lui donner les moyens de faire figurer dans son prochain rapport à l'Assemblée générale une évaluation précise des retombées de ses missions de pays.

8. La Rapporteuse spéciale n'a pas encore adressé de demande dans ce sens aux gouvernements des pays dans lesquels elle a mené ses missions les plus récentes, à savoir la Belgique et les Pays-Bas (voir E/CN.4/2000/73/Add.1), le Guatemala (voir E/CN.4/2000/73/Add.2) et Fidji (voir E/CN.4/2000/73/Add.3). Elle accueillerait cependant avec intérêt tous renseignements sur des faits nouveaux notables survenus depuis ces très récentes missions.

B. Activités

9. Depuis la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale a effectué deux missions sur le terrain. La première, en juillet 1999, l'a conduite au Guatemala (Guatemala, Tecum Uman, Escuintla et Coban) à l'invitation du Gouvernement et le rapport y relatif figure dans le document E/CN.4/2000/73/Add.2. La seconde, en octobre 1999, a amené la Rapporteuse spéciale à Fidji (Suva et Nadi) à l'invitation du Gouvernement et le rapport sur cette mission est reproduit dans le document E/CN.4/2000/73/Add.3. Le rapport sur la mission qu'elle a effectuée en Belgique et aux Pays-Bas en décembre 1998 figure dans le document E/CN.4/2000/73/Add.1.

10. Le Rapporteuse spéciale a participé à une réunion d'experts organisée les 18 et 19 janvier 1999 à Paris, par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur le thème "Exploitation sexuelle des enfants, pornographie impliquant des enfants et pédophilie sur l'Internet : un défi international" et qui a réuni quelque 400 participants, dont des représentants d'ONG et d'institutions et des spécialistes s'occupant de ce phénomène; cette réunion avait pour objet de formuler un plan d'action mondial contre ces fléaux. Les participants ont d'abord examiné le problème de l'exploitation sexuelle des enfants et de la pédophilie de manière générale avant de se pencher sur cette question dans le contexte de l'Internet en retenant trois thèmes : la promotion de la libre circulation de l'information d'une façon qui n'accroisse pas le risque pour les enfants d'être exploités sexuellement; les moyens de rendre l'Internet plus sûr à utiliser par les enfants; la nécessité de mener des recherches, de faire preuve de vigilance quant aux informations présentées et de sensibiliser le public. On se souviendra que la Rapporteuse spéciale a dans son rapport à la Commission des droits de l'homme en 1998 (E/CN.4/1998/101) examiné en détail les dangers que l'autoroute de l'information pouvait présenter pour les enfants.

11. Les participants à la réunion ont adopté une déclaration et un plan d'action préconisant un certain nombre de mesures à prendre tant par l'UNESCO que par les gouvernements, les organismes internationaux, les ONG, le secteur privé, les éducateurs, les parents, les organes chargés de l'application des lois et les médias. Dans le prolongement de la réunion, l'UNESCO a lancé un programme international concernant l'éducation et la sûreté de l'information sur

l'Internet intitulé "L'innocence en danger", qui doit permettre de recueillir des renseignements et de mettre en réseau l'ensemble des secteurs d'activité et des groupes d'action communautaires concernés afin d'éviter tout chevauchement des initiatives relatives à l'éducation des enfants et des adultes et à l'Internet.

12. Le Rapporteuse spéciale se félicite de la participation de l'UNESCO à l'élaboration de stratégies visant à protéger les enfants contre la violence et l'exploitation sur l'Internet.

13. Dans le prolongement de cette importante manifestation, la Rapporteuse spéciale a envoyé en février 1999 aux participants à cette réunion une circulaire leur demandant de la tenir informée de l'évolution de la situation mondiale en ce qui concerne la pédophilie et l'Internet. Elle tient à remercier ceux qui ont répondu à sa demande et à souligner à nouveau la nécessité d'un tel apport constant de renseignements, relatifs en particulier à la mise en œuvre de la déclaration et du plan d'action de l'UNESCO.

14. La Rapporteuse spéciale a participé à la huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne du 27 avril au 6 mai 1999. Au cours du débat sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, la Rapporteuse spéciale s'est réaffirmée favorable à une approche plus holistique de la justice pour mineurs combinant poursuite des efforts visant à amener les États parties à appliquer effectivement les normes internationales relatives à la protection des enfants ayant des problèmes avec la loi, avec l'élaboration de normes du même ordre en faveur des jeunes victimes se plaçant sous la protection de la loi. Elle a souligné combien il importait, à titre tant correctif que préventif, que ces normes évitent toute nouvelle victimisation des enfants concernés au cours du processus judiciaire.

15. La Rapporteuse spéciale a instamment prié la Commission d'ajouter la question de la pornographie impliquant des enfants au point de l'ordre du jour relatif à la criminalité informatique du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants devant se tenir en avril 2000. Elle a également appelé l'attention de la Commission sur ses conclusions - inchangées - concernant l'étroitesse des liens existant entre les problèmes des enfants dont elle étudiait le cas et l'abus des drogues. Elle a recommandé au Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime de tenir compte de ce facteur dans ses initiatives, notamment en analysant la question des enfants se droguant et en recueillant des données détaillées et désagrégées en fonction de l'âge, du sexe et autres éléments de la situation personnelle susceptibles de renforcer la vulnérabilité des enfants à ce type de dépendance.

16. La Rapporteuse spéciale a également appelé l'attention de la Commission sur les travaux en cours du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants. Elle a insisté sur la nécessité de coordonner les travaux du Groupe de travail et ceux du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée (projets de protocole contre l'introduction clandestine de migrants et le trafic des êtres humains). La Rapporteuse spéciale a participé à la quatrième session de ce comité, qui s'est tenue à Vienne du 28 juin au 9 juillet 1999.

17. Le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, qui a tenu sa vingt-quatrième session à Genève en juin 1999, a prié la Rapporteuse spéciale, notamment, "dans le cadre de son mandat, de continuer à prêter attention aux questions relatives au trafic d'enfants à des fins telles que la transplantation d'organes". Depuis sa prise de fonctions, un flux ténu mais régulier de renseignements signalant l'existence d'un trafic d'enfants aux fins d'exploitation de leurs organes est parvenu à la Rapporteuse spéciale, mais aucun de ces renseignements n'a suffi à la convaincre de l'existence d'un commerce de ce genre présentant l'ampleur et le degré d'organisation allégués.

18. En août 1999, la Rapporteuse spéciale a contacté l'Organisation mondiale de la santé en vue de rencontrer des professionnels du corps médical susceptibles de l'éclairer sur la faisabilité technique d'opérations de ce type. Une réunion a eu lieu en septembre 1999.

19. Les représentants de l'OMS avec lesquels s'est entretenue la Rapporteuse spéciale lui ont indiqué que le domaine de compétence premier de l'OMS étant la santé, son rôle en matière de greffes d'organes était de promouvoir et surveiller l'accès aux soins de santé des personnes subissant une pareille opération, en particulier si ladite opération était réalisée dans un pays autre que celui de résidence habituelle du patient. Cela étant, ils ont partagé l'inquiétude de la Rapporteuse spéciale face à la possibilité d'un trafic illicite d'organes tout en constatant comme elle qu'affirmer en toute certitude qu'un tel trafic existait était difficile.

20. Ils ont estimé médicalement faisable le trafic de certains organes et les opérations connexes, tout en jugeant guère crédibles certaines allégations, en particulier celles faisant état d'une filière meurtre-ablation d'organes vitaux - transport de ces organes vers d'autres pays - transplantation des organes ainsi obtenus. Plutôt que de s'attacher à vérifier le bien-fondé de ces allégations, il valait à leur avis mieux s'employer à sensibiliser à la nécessité d'une législation internationale introduisant un système obligatoire propre à assurer la traçabilité de tout organe destiné à être greffé. Un système de ce type permettant d'identifier le donneur, le transporteur et le récepteur, éliminerait les lacunes actuelles dont des groupes criminels étaient susceptibles de tirer parti.

21. Les représentants de l'OMS ont indiqué à la Rapporteuse spéciale qu'ils entendaient étudier plus avant ces questions et se sont engagés à inscrire ce problème à l'ordre du jour de leurs prochaines discussions internes sur la maltraitance des enfants. La Rapporteuse spéciale a chaleureusement remercié les représentants de l'OMS d'avoir accepté de la rencontrer et de se préoccuper de cette question. Elle attend beaucoup de la poursuite de l'étroite collaboration ainsi amorcée.

22. La Rapporteuse spéciale a participé à la deuxième Consultation du Groupe de soutien organisée à Genève les 23 et 24 septembre 1999 par le Centre de coordination pour la question de l'exploitation sexuelle des enfants, qui s'inscrit dans un processus continu d'évaluation des progrès réalisés dans le suivi du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm en 1996. La deuxième Consultation a porté principalement sur la coordination et la coopération, domaines recensés auparavant comme appelant une impulsion plus accrue. Dans ses observations liminaires, la Rapporteuse spéciale a mis l'accent sur les trois défis auxquels étaient confrontées les personnes œuvrant à la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle, à savoir : la nécessité pour les organisations concernées de se spécialiser et de se considérer comme un chaînon d'une plus grande chaîne, plutôt que d'essayer

d'être la chaîne tout entière, en créant des groupes d'experts et en évitant le chevauchement des initiatives; le besoin d'orientations plus claires en matière de coordination; la mobilisation du secteur commercial.

23. Les 9 et 10 septembre 1999, la Rapporteuse spéciale a participé à Manille au Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région de l'Asie et du Pacifique, qui avait pour thème "Le rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits fondamentaux des enfants". Les participants au Forum ont souligné le rôle important pouvant revenir aux institutions nationales dans la protection et la promotion des droits fondamentaux et ont réaffirmé que les droits des enfants devaient être prioritaires dans les activités des institutions nationales, comme convenu au Sommet mondial pour les enfants en 1990 et à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993.

24. Ont également participé au Forum, la Présidente du Comité des droits de l'enfant, la Présidente du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Vice-Président du Comité des droits de l'homme.

25. Au cours de cette réunion, la Rapporteuse spéciale a fait part de sa satisfaction face à la priorité donnée par le Forum aux enfants et elle a souligné le rôle unique que les institutions nationales pouvaient jouer, en particulier en influençant l'élaboration des politiques et actions par les gouvernements nationaux. Elles pouvaient en outre susciter des débats publics sur la question des droits de l'enfant de même que les réactions des enfants eux-mêmes, conférant ainsi à ces questions une visibilité politique accrue.

26. La Rapporteuse spéciale a pris la parole devant la cinquième Consultation mondiale sur les services de protection de l'enfance, tenue à Zambales (Philippines), du 20 au 22 octobre 1999, qui a traité des problèmes liés à l'adoption internationale.

II. ÉVOLUTION DE LA SITUATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE RELEVANT DU MANDAT DE LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE

27. Une consultation d'ONG sur le thème "Traite des êtres humains et industrie mondiale du sexe : nécessité de créer un cadre pour la protection des droits de l'homme" s'est tenue à Genève les 21 et 22 juin 1999 à l'initiative de quatre organisations non gouvernementales et a rassemblé des ONG et des représentants d'organismes des Nations Unies luttant contre la traite des êtres humains et s'occupant de questions connexes. On y a constaté que la traite des êtres humains était une activité criminelle touchant aussi bien les hommes et les femmes que les enfants, mais qu'il importait d'établir une distinction entre adultes et enfants, le statut juridique et les besoins de ces derniers différant notablement de ceux des adultes. Bien que la consultation ait surtout porté sur la question de la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle, la Rapporteuse spéciale salue toute initiative permettant de poursuivre le débat public sur les meilleures façons de lutter contre ce phénomène en expansion constante qui frappe aussi bien les femmes que les enfants.

28. La Rapporteuse spéciale se félicite de l'adoption en juin 1999 de la Convention No 182 de l'OIT sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, qui s'applique notamment à l'utilisation, au recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques¹.

29. Un nouveau Code mondial d'éthique du tourisme a été adopté le 1er octobre 1999 par 106 États membres de l'Organisation mondiale du tourisme représentés à sa treizième Assemblée générale tenue à Santiago (Chili). Le Code mondial d'éthique du tourisme énonce une série de principes interdépendants visant à promouvoir un ordre touristique mondial, équitable, responsable et durable.

30. Une disposition particulière relative à la lutte contre toutes les formes d'exploitation sexuelle d'enfants dans le tourisme figure au paragraphe 3 de l'article 2 du Code mondial qui stipule :

"L'exploitation des êtres humains sous toutes ses formes, notamment sexuelle, et spécialement lorsqu'elle s'applique aux enfants, porte atteinte aux objectifs fondamentaux du tourisme et constitue la négation de celui-ci; à ce titre, conformément au droit international, elle doit être rigoureusement combattue avec la coopération de tous les États concernés et sanctionnée sans concession par les législations nationales tant des États visités que de ceux des auteurs de ces actes, quand bien même ces derniers sont accomplis à l'étranger."

31. Des experts et des représentants de gouvernements, du secteur de l'Internet, d'organisations internationales, de service d'accueil téléphonique d'urgence et d'ONG du monde entier se sont retrouvés à la Conférence internationale sur la lutte contre la pornographie impliquant des enfants sur l'Internet, organisée par le Gouvernement autrichien à Vienne du 29 septembre au 1er octobre 1999.

32. Les participants se sont notamment penchés sur: les méthodes permettant de renforcer la coopération entre les organes de répression et l'appareil judiciaire; l'élaboration d'éléments de codes de conduite à l'intention des entreprises du secteur de l'Internet; les moyens de rendre les permanences téléphoniques plus efficaces et de promouvoir l'établissement d'autres services d'urgence; les moyens d'encourager la coopération. Les participants sont convenus qu'une politique de tolérance zéro à l'égard de la pornographie impliquant les enfants devait être appliquée dans toutes les juridictions, ce qui supposait une législation et un système d'application de la loi efficaces. Les participants se sont en outre engagés à renforcer la coopération aux niveaux national et international entre les gouvernements, les entreprises du secteur de l'Internet, les services d'accueil téléphonique et les ONG. La Conférence a en outre appelé à une incrimination au niveau mondial de la pédopornographie couvrant la production, la distribution, l'exportation, l'importation, la transmission et la possession intentionnelle de matériel pédopornographique ainsi que la publicité intentionnelle pour ce type de matériel².

III. FAITS NOUVEAUX SURVENUS À L'ÉCHELON NATIONAL

Albanie

33. La Rapporteuse spéciale accueille avec satisfaction la création, par le Centre albanais pour les droits fondamentaux de l'enfant, du premier centre de conseil du pays à l'intention des enfants maltraités. Auparavant, aucune institution en place n'avait les moyens de leur fournir ce type de conseils.

34. Le recours à la violence physique est traditionnellement considéré dans la société albanaise comme étant "dans l'intérêt supérieur de l'enfant". Cependant, on constate ces dernières années en Albanie une prise de conscience accrue par la population de la véritable nature de la maltraitance à enfant, en particulier des abus sexuels. La presse a commencé à rendre compte de manière régulière de ce type d'affaire et le Ministère chargé de l'ordre public a enregistré 300 cas d'abus sexuels sur enfant en 1998. Selon certaines sources non gouvernementales, la maltraitance des enfants, problème toujours très sensible et donc sous-estimé, est répandue dans toute l'Albanie³.

35. La Rapporteuse spéciale recommande, outre la création d'autres centres de conseil, la mise en place d'une formation sur le respect des enfants à l'intention des membres des services de police, des magistrats et des autres professionnels en contact avec des enfants dans le cadre de leur travail.

Bolivie

36. Le 27 octobre 1999, le Congrès bolivien a adopté le Code de l'enfance et de l'adolescence, qui amende la législation nationale pour la mettre en conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant et avec le concept de protection pleine et entière des garçons et des filles. Le nouveau code entrera en vigueur six mois après sa publication au Journal officiel.

Cambodge

37. Le Gouvernement cambodgien a lancé en juillet 1999 un plan quinquennal contre l'exploitation sexuelle et le trafic des enfants élaboré par le Conseil national cambodgien d'aide aux enfants, dont l'objet est d'empêcher le trafic et d'assurer la protection, le traitement et la réinsertion des enfants se prostituant. Ce plan prévoit notamment une campagne d'information multimédia, une campagne de sensibilisation de la population, une formation spéciale à l'intention des membres des services de police, des auxiliaires de justice et des hauts fonctionnaires ainsi que la création d'un centre de documentation.

38. La Rapporteuse spéciale accueille avec satisfaction l'engagement du Gouvernement cambodgien dans ce domaine, tout en le priant instamment d'examiner les nombreuses allégations selon lesquelles des membres des services de police et des fonctionnaires des organes judiciaires seraient en collusion avec des proxénètes et des propriétaires de maisons de prostitution exploitant des enfants. Des sources non gouvernementales ont signalé que les proxénètes et les propriétaires de maisons de prostitution étaient riches et parvenaient en général à éviter l'arrestation grâce à des pots-de-vin. Les rares fois où ils étaient arrêtés, la plupart se retrouvaient très rapidement en liberté après avoir été renvoyés devant un tribunal - souvent très longtemps avant la tenue du procès⁴.

Inde

39. La Rapporteuse spéciale a pris note avec inquiétude des allégations faisant état de vente d'enfants dans le district de Nalgonda de la région d'Hyderabad. Selon les renseignements communiqués, il serait notoire depuis plusieurs années que des bébés de sexe féminin sont à vendre dans plusieurs régions du pays.

40. L'apparition d'un marché des petites filles semble imputable à la baisse prononcée - dont on pourrait que se féliciter en d'autres circonstances - du nombre des infanticides de petites filles au cours des quatre ou cinq dernières années suite à une revalorisation considérable de leur statut social liée à l'érosion de certaines valeurs tribales sources de discrimination à l'égard des filles.
41. L'extrême pauvreté conjuguée à l'absence de possibilités d'emploi met malheureusement de nombreuses mères dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de leurs petites filles, même si la vie des filles est aujourd'hui mieux protégée. De nombreuses mères réduites à ce sort ont fini par se rendre compte que leurs filles avaient acquis une valeur marchande pour laquelle on avait les moyens et seraient donc en partie responsables de l'apparition de ce "commerce".
42. Selon certaines sources quelque 300 bébés, dont 99 % de filles, seraient ainsi sortis d'Hyderabad. D'autres renseignements reçus indiquent que 228 bébés ont été découverts en mars 1999 à Hyderabad dans les locaux de deux organisations non gouvernementales dont les fondateurs ont été arrêtés pour irrégularités liées à l'adoption de bébés. Les dossiers de ces organisations font apparaître qu'elles ont expédié vers divers pays 156 enfants pour adoption.
43. La représentante de l'organisation non gouvernementale dont les efforts pour empêcher la vente de bébés ont abouti à la découverte des 228 enfants susmentionnés a signalé s'être rendue dans des villages tribaux Banjara du district de Nalgonda pour faire la lumière sur la vente de bébés et y avoir été approchée par de nombreuses femmes proposant de lui vendre leurs petites filles pour un prix compris dans une fourchette de 100 à 10 000 roupies. En l'espace d'une heure, six femmes lui ont proposé des bébés, apparemment les leurs.
44. Selon des sources policières, quelques ONG travaillant dans cette zone auraient mis en place un vaste et efficace réseau de surveillance des femmes enceintes; dans les jours suivant un accouchement des membres de ce réseau se rendent dans le village de la mère pour la persuader de vendre son enfant si c'est une fille.
45. La Rapporteuse spéciale se propose de prier instamment le Gouvernement indien d'enquêter sur la véracité de ces allégations et de prendre des mesures pour surveiller la situation en matière d'enfants proposés pour adoption internationale⁵.

Japon

46. En juillet 1998, la Rapporteuse spéciale et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ont adressé au Gouvernement japonais une communication commune pour exprimer leurs préoccupations concernant des allégations sur la multiplication au Japon de pages Web, de panneaux d'affichage et de serveurs de nouvelles distribuant des images de pédopornographie sur l'Internet.
47. En octobre 1999, le Gouvernement japonais a répondu, informant les Rapporteurs spéciaux des contre-mesures prises au Japon face à ce problème.
48. Le 26 mai 1999 a ainsi été promulguée la loi sur la répression des actes liés à la prostitution d'enfants et à la pornographie impliquant des enfants et la protection de l'enfance, qui devait entrer en vigueur le 1er novembre 1999. Cette loi réprime quiconque est impliqué dans la

prostitution d'enfants, racole des enfants pour la prostitution, incite un enfant à se prostituer, distribue du matériel pédopornographique ou se livre au trafic d'enfants aux fins de prostitution. Cette loi contient en outre une disposition permettant d'engager des poursuites contre tout citoyen japonais impliqué dans la prostitution d'enfants à l'étranger.

49. La loi précitée stipule que quiconque diffuse de la pédopornographie sur l'Internet s'expose à une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans. Des mesures pour réguler l'industrie pornographique opérant sur l'Internet ont été introduites en octobre 1998 dans un amendement à la loi sur le contrôle et l'amélioration du marché des loisirs.

50. Lorsque les enquêteurs de la police détectent des documents pédopornographiques sur l'Internet, ils demandent aux fournisseurs d'accès Internet concernés de les éliminer. En février 1998, une association professionnelle de fournisseurs d'accès Internet a adopté des directives visant à endiguer les flux d'informations illicites et nuisibles, y compris la pornographie impliquant des enfants, circulant sur l'Internet. En vertu de ces directives, les fournisseurs s'engagent à prendre des mesures pour mettre en garde les personnes qui proposent du matériel illicite et nuisible sur l'Internet, à éliminer les documents illicites ou à suspendre leur service à de telles personnes.

51. Le Gouvernement japonais a en outre signalé être en train de renforcer ses services de prise en charge des enfants victimes d'agression sexuelle, en particulier avec la mise en place par la police de conseillers et d'agents d'orientation pour les mineurs, ayant suivi une formation en psychologie, éducation et conseil aux enfants victimes.

52. La Rapporteuse spéciale accueille avec satisfaction les mesures prises par le Gouvernement japonais et invite les sources gouvernementales et non gouvernementales à lui fournir une évaluation des résultats de ces mesures.

Sri Lanka

53. Au Sri Lanka, le débat public et la couverture médiatique concernant les abus sexuels infligés aux enfants tendent à se focaliser sur les pédophiles étrangers qui s'en prennent à de jeunes garçons, alors que le nombre de viols signalés de filles de moins de 16 ans a augmenté de manière alarmante en 1999; l'année précédente, le nombre des viols d'enfants a même dépassé celui des viols de femmes adultes.

54. Parmi les personnes condamnées en 1998, figuraient des pères, grands-pères, beaux-pères par remariage et autres parents mâles de victime ainsi que des maîtres d'école, des entraîneurs sportifs, des employés d'institution pour enfants et même quelques moines. Deux viols de filles handicapées, sans aucun lien entre eux, ont été signalés, leurs auteurs respectifs étant condamnés à 17 et 10 ans de prison; un jeune de 18 ans a par ailleurs été condamné à 12 ans de prison pour le viol d'un enfant de 3 ans.

55. La Rapporteuse spéciale prend note avec inquiétude de ces renseignements, qui semblent indiquer que le net durcissement des dispositions législatives réprimant le viol intervenu avec la loi No 22 de 1995 portant amendement du Code pénal - qui, entre autres, a institué une peine minimale de 10 ans d'emprisonnement pour le viol d'un mineur par un adulte - tarde à produire

son effet dissuasif. La Rapporteuse spéciale se propose d'engager le Gouvernement sri-lankais à compléter les mesures législatives prises dans ce domaine en menant une campagne de sensibilisation du public à la nature de ces crimes et en veillant à bien informer la population des peines prononcées dans ce type d'affaire⁶.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

56. En décembre 1998, les Ministères britanniques de l'intérieur et de la santé ont publié un "Guide sur les enfants se livrant à la prostitution" à l'intention de la police, des services sociaux et tous les autres organes appelés à s'occuper d'enfants susceptibles de se prostituer. Les buts de ce document sont les suivants : faire en sorte que ces enfants soient traités en tant que victimes d'abus; protéger et promouvoir le bien-être de tous les enfants; faciliter les enquêtes et les poursuites à l'encontre de ceux qui abusent des enfants et les forcent à se prostituer.

57. La prostitution n'est pas illégale au Royaume-Uni mais la vente et l'achat de services sexuels dans un lieu public le sont; un enfant de plus de 10 ans peut légalement être inculpé du chef de l'une de ces infractions. Le Gouvernement estime qu'exonérer de poursuites pénales les enfants se prostituant ne saurait qu'encourager les adultes auteurs d'abus à inciter les enfants à se prostituer.

58. Conformément aux dispositions de la loi relative aux enfants de 1989, les directives en vigueur engagent désormais les services compétents à veiller à ce que les enfants se prostituant ou risquant de le faire soient traités comme des enfants dans le besoin subissant ou susceptibles de subir un préjudice considérable. La Rapporteuse spéciale accueille avec satisfaction cette initiative mais appelle instamment à de nouvelles modifications législatives tendant à mettre légalement à l'abri de toute poursuite pénale les mineurs de 18 ans se prostituant.

États-Unis d'Amérique

59. En septembre 1999, deux avocats ont été inculpés d'infraction à la législation sur l'immigration pour avoir mis en place une filière faisant entrer illégalement aux États-Unis des Hongroises pour y donner leurs bébés en adoption contre de l'argent. Ces avocats, qui auraient opéré à Orange et à Vancouver, en Colombie britannique (Canada), envoyaient des lettres d'invitation à ces femmes pour leur permettre d'obtenir un visa d'entrée aux États-Unis. Quand cette méthode échouait, on faisait passer clandestinement la frontière à ces Hongroises depuis le Canada. Les adoptants payaient tous les frais de voyage de ces femmes ainsi que leurs soins médicaux pendant leur grossesse plus les honoraires des avocats. Les mères se voyaient offrir de 8 000 à 22 000 dollars des États-Unis pour leur enfant.

60. Le Bureau d'enquête fédéral (FBI), les services fiscaux, les ministères concernés, la patrouille de police des frontières, la police nationale hongroise, la Gendarmerie royale du Canada et les services de police locaux ont participé à l'enquête qui a abouti à ces arrestations⁷.

IV. LE POINT SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE

A. Introduction

61. Dans le préambule de la Convention relative aux droits de l'enfant, la famille est définie comme "[l']unité fondamentale de la société et [le] milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants, [qui] doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté".

62. La Rapporteuse spéciale tient à débiter son analyse du rôle de la famille en souscrivant pleinement à ce constat et en exprimant sa conviction que l'enfant ayant la chance de grandir et de se développer dans une cellule familiale aimante et fonctionnelle bénéficie du meilleur départ possible dans la vie et ne peut qu'être bien équipé pour entrer dans la vie adulte.

63. Cela dit, la Rapporteuse spéciale a choisi de se concentrer sur la famille dans le contexte de son mandat car elle est particulièrement préoccupée par les enfants qui n'ont pas eu la chance de grandir au milieu d'une famille aimante et fonctionnelle.

64. Après sa nomination, en 1995, la Rapporteuse spéciale a d'abord procédé à l'étude des diverses causes de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants (voir A/50/456). Parmi ces causes, on en trouve plusieurs qui sont liées à la situation familiale, en particulier à "la dégradation des structures familiales, qu'il s'agisse de la famille nucléaire ou de la famille élargie, aboutissant à la disparition de l'un des facteurs de stabilisation les plus importants pour l'enfant" (A/50/456, par.27 d)). Elle a ensuite engagé une réflexion sur les catalyseurs ou facteurs de changement susceptibles de favoriser l'introduction de réformes au bénéfice des enfants. Elle en a retenu trois, à savoir le système judiciaire, (E/CN.4/1997/95), le système éducatif et les médias (E/CN.4/1998/101). Alors qu'elle poursuivait sa réflexion sur les catalyseurs, le rôle de la famille revenait dans chaque pan de son analyse ce qui l'a amenée à revoir presque chacune de ses conclusions. En effet, comment par exemple recommander des mesures tendant à éviter que l'enfant ne se retrouve au tribunal face à l'auteur de l'abus dont il a été la victime si cet individu est son propre père ? Ou bien, les parents devraient-ils au même titre que leurs enfants suivre une éducation sexuelle ? Ou encore, la seule présence d'un parent lorsque l'enfant utilise l'ordinateur est-elle la meilleure méthode pour protéger les enfants des documents nuisibles et obscènes circulant sur l'Internet ?

65. Appartenir à une famille aimante et fonctionnelle ne garantit bien entendu nullement la sécurité de l'enfant; il suffit de rappeler les événements survenus en Belgique ces dernières années, où plusieurs enfants ont été enlevés par des inconnus à proximité de leur domicile puis violés et assassinés (voir E/CN.4/2000/73/Add.1). Ses recherches ont conduit la Rapporteuse spéciale à la conclusion que le milieu familial est directement ou indirectement en cause dans la majeure partie des cas d'enfants victimes d'abus sexuels ou d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales.

66. Le gros des études sur la violence domestique porte sur les violences physiques infligées par un homme à son épouse ou compagne. C'est ainsi dans l'optique de son mandat que la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes a traité de la violence intrafamiliale dans son rapport à la session de 1999 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1999/68). L'attention dont fait l'objet cet aspect du problème aux niveaux national et international est bienvenue et la Rapporteuse spéciale encourage désormais à porter l'attention sur la situation des

enfants qui se trouvent pris au piège de la violence intrafamiliale. L'approche traditionnelle ne réserve en général aucune place aux enfants et quand elle s'intéresse à l'enfant c'est le plus souvent à la fille, or nombre de garçons seraient eux aussi exposés à un risque de violence de la part des membres de leur propre famille.

B. Cadre juridique

67. L'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant garantit à l'enfant le droit d'être protégé contre la violence domestique :

"1. Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violences, d'atteintes ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié."

68. On pourrait faire valoir qu'un acte qualifiable de "violence" suppose une forme de contact physique agressif, la Rapporteuse spécial retiendra quant à elle dans sa définition de travail de la violence domestique tous les éléments de l'article 19-1⁸.

69. L'article 19 de la Convention continue comme suit :

"2. Ces mesures de protection doivent comprendre, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci-dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire."

70. L'article 19 vise à accorder aux enfants la protection la plus large possible contre toute forme de violence domestique ou autre. Il traite notamment du devoir des gouvernements de protéger les enfants contre l'abandon et les mauvais traitements par les parents ou d'autres personnes auxquelles ils sont confiés. Cette obligation revêt une importance particulière parce que sa violation prive souvent l'enfant de l'accès à une aide, et les mauvais traitements ou abus risquent alors de rester insoupçonnés pendant très longtemps.

71. La Rapporteuse spéciale estime que, grâce à cet article, la Convention relative aux droits de l'enfant assure aux enfants la protection suivante :

- i) Contre la violence physique - les abus physiques s'entendent du recours ou de la tentative de recours à toute force physique dans l'intention de blesser, de contrôler, d'effrayer la victime ou de lui faire mal. Ils englobent les gifles, coups de poing, coups de pied, etc.

- ii) Contre la violence mentale - qui inclut les abus psychologiques, émotionnels et verbaux visant à ébranler l'amour propre et la confiance en soi de la victime. Cette forme de violence s'exprime généralement par des mots et des actions visant à inspirer crainte et soumission.
- iii) Contre la négligence - c'est-à-dire des omissions plutôt que des actes. Ne pas pourvoir aux besoins fondamentaux de l'enfant, tels que besoins de nourriture, en vêtements et en médicaments, contreviendrait aux dispositions de la Convention.
- iv) Contre certains mauvais traitements ne supposant pas nécessairement un contact physique entre le maltraitant et la victime mais cependant tout aussi préjudiciables, comme inciter un enfant à faire quelque chose d'extrêmement difficile ou douloureux, par exemple des travaux trop durs pour son âge ou sa condition physique.
- v) Contre l'exploitation, y compris les abus sexuels - ce qui englobe tous les aspects, y compris de simples attouchements sexuels, même en l'absence de toute violence. Regarder des documents pornographiques avec des enfants, observer des enfants ayant l'un avec l'autre un comportement à connotation sexuelle, photographier leur corps ou simplement regarder leur corps sous un angle de vue sexuel constituent également des formes d'abus ou d'exploitation sexuelle.

C. Nature des abus

72. Dans une bonne partie des réponses reçues l'attention de la Rapporteuse spéciale a été appelée sur deux grandes formes d'abus : les violences physiques et les violences sexuelles. Pratiquement partout dans le monde des enfants sont victimes d'actes de violence répréhensibles dans leur milieu familial : coups et blessures, actes de torture, mutilations ou meurtre. Les violences sexuelles étant le plus souvent assimilables à des affaires d'inceste, la Rapporteuse spéciale pense qu'il faudrait élargir la définition de l'inceste pour y intégrer l'éventualité d'un abus de confiance et de pouvoir exercé dans le cadre de relations de subordination; pareille disposition pourrait se lire comme suit : "l'imposition à un enfant d'actes inappropriés à caractère sexuel ou à connotation sexuelle ... par une personne, ou plusieurs, tirant son autorité des liens affectifs qu'elle entretient avec cet enfant"⁹. Cette définition est plus englobante que l'acception classique de l'inceste vu qu'elle s'étend à tout abus commis par une personne ayant autorité ou pouvoir sur l'enfant. Trop peu de renseignements relatifs aux problèmes de la négligence et des cruautés affectives ont malheureusement été fournis dans les réponses.

73. En mars 1998, la Rapporteuse spéciale a participé au premier Sommet international des jeunes exploités sexuellement tenu à Victoria, en Colombie-Britannique (Canada), où elle a pu rencontrer de nombreux jeunes qui avaient été victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le récit qu'une jeune femme canadienne lui a fait à cet occasion est un exemple particulièrement poignant de l'influence que le vécu de ses années d'enfance peut exercer ultérieurement sur la vie adulte d'un individu. Peu après sa naissance, les parents de la jeune femme avaient divorcé et la mère s'était remariée avec un homme extrêmement riche qui se désintéressait de sa belle-fille. D'autres enfants étaient nés, mais cette fille aînée n'avait jamais été considérée comme faisant partie de la nouvelle famille. Même sa mère lui avait fait comprendre qu'elle était le résultat d'une erreur malheureuse. Elle avait tous les jouets possibles

et imaginables, une grande chambre avec sa propre télévision, mais ne se souvenait pas d'avoir jamais été assise sur les genoux de sa mère. À 14 ans, elle traînait dans les bars tous les soirs pour ne pas retrouver un foyer où elle était privée d'affection. Elle n'avait pratiquement aucune estime de soi, à tel point que lorsqu'un homme plus âgé lui avait dit qu'elle avait de beaux yeux, ce qui était le premier compliment qu'on lui ait jamais fait, elle lui avait demandé de l'emmener chez lui et avait commencé à avoir des relations sexuelles peu après. Elle aurait fait n'importe quoi pour conserver le prétendu "amour" de cet homme, qui n'avait pas eu de mal à la convaincre d'accepter de se prostituer auprès d'hommes qu'il ferait venir à son domicile pour lui rapporter de l'argent.

74. Cette jeune femme n'avait jamais subi de violences physiques ou sexuelles dans sa famille, mais il ne fait pas de doute qu'elle s'est prostituée pendant près de cinq ans parce qu'elle avait souffert de la cruauté affective de ses parents. Il est clair que lorsque la victime est un enfant, la définition de la violence domestique doit aller au-delà des abus physiques et sexuels pour s'étendre à la notion de négligence affective.

75. C'est pourquoi, dans sa circulaire, la Rapporteuse spéciale a demandé des informations sur les types d'abus dont souffrent les enfants dans leur famille.

76. Le Gouvernement béninois a indiqué que les formes les plus fréquentes de violence domestique étaient d'ordre physique, psychologique et verbal, les victimes étant principalement des femmes et des enfants.

77. En Norvège, Pro Centre - centre national de documentation et d'initiative sociale en faveur des hommes et des femmes se prostituant - a mené en 1998 une étude portant sur dix jeunes prostituées, qui a fait apparaître qu'elles avaient commencé à se prostituer à moins de 16 ans et que 8 d'entre elles avaient eu une enfance traumatisante - foyer désuni, négligence, violence, alcoolisme, incertitude et trahison. Certaines d'entre elles avaient été victimes d'abus sexuels. En moyenne, elles s'étaient droguées pour la première fois à l'âge de 12 ans, avaient eu leurs premières relations sexuelles à 13 ans et avaient commencé à se prostituer à 14 ans. Certaines avaient indiqué que la prostitution avait été un appel au secours, une "solution" à une enfance difficile, une soif d'amour, un besoin d'être vue et reconnue.

78. Le Gouvernement sud-africain a estimé que les différents types d'abus - sexuel, physique, affectif, ou commercial - commis à l'encontre des enfants ne sauraient être dissociés lors de la formulation des stratégies et politiques nationales d'intervention destinées à remédier aux violences à l'égard des enfants et à l'exploitation de ces derniers, puisque dans la pratique les enfants étaient rarement victimes d'un seul type d'abus mais plutôt d'un ensemble de différents types d'abus.

79. La Rapporteuse spéciale partage cette conclusion étant donné que dans la plupart des cas les enfants sont effectivement victimes de plusieurs types d'abus simultanément. Ces différents types d'abus sont toutefois imputables à des facteurs catalyseurs distincts et devraient donc être traités de manière distincte. Par exemple, la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes constate que la violence domestique constitue un puissant instrument d'oppression servant à préserver les stéréotypes sexistes dominants¹⁰. Lorsque l'inceste est commis sur des enfants, il est souvent considéré comme découlant de la conviction que les enfants sont la "propriété" de leurs parents et que ceux-ci peuvent en disposer comme bon leur

semble. Cette conviction est souvent renforcée par l'attitude des agents de la force publique. Une étude menée au Bangladesh¹¹ a montré qu'aux yeux de nombreux adultes, les abus sexuels domestiques sur les enfants étaient un élément normal de leur croissance; dans l'exemple précédemment cité, les parents de la jeune femme canadienne semblaient ne pas du tout s'intéresser à elle.

80. Tous les abus sont aggravés par le secret. Les violences et abus intrafamiliaux restent, dans une large mesure, un sujet tabou, même lorsque des États commencent à admettre que l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales sévit sur leur territoire. La famille s'efforce souvent, en particulier lorsque l'abus est d'ordre sexuel, de l'oublier, de le nier et de l'éliminer en se comportant délibérément "comme si rien ne s'était passé", en refusant toute intervention extérieure.

D. Profil des auteurs d'abus

81. La Rapporteuse spéciale s'est intéressée à l'opinion largement répandue selon laquelle la grande majorité des violences et des abus sexuels commis au foyer était le fait du père ou du beau-père par remariage. La violence étant considérée comme une manifestation perverse du pouvoir qu'un individu exerce sur un autre jugé plus vulnérable, les enfants risquent tout autant d'être exposés aux agressions physiques de leur mère que de leur père. Afin de vérifier cette hypothèse, la Rapporteuse spéciale a demandé des renseignements sur l'identité des auteurs d'abus et sur leur lien avec la victime. En outre, elle a élargi la définition traditionnelle de la violence domestique, qui s'entend de la "violence intrafamiliale", afin de tenir compte des nombreux cas d'abus commis "au domicile" par des personnes non apparentées.

82. La Rapporteuse spéciale a ainsi reçu des informations sur les abus commis par des hommes sur leur femme ou leur compagne et sur leurs enfants, par des femmes sur leur mari ou compagnon et sur leurs enfants, par des grands-parents, par des beaux-pères par remariage, par des belles-mères par remariage, par des frères, par des beaux-frères, par des employeurs (et par leurs fils) sur des domestiques, par d'autres membres de la famille élargie, par des voisins, par des baby-sitters, par des enseignants, par des prêtres ou des pasteurs et par des chefs scouts. Elle a également reçu des renseignements sur des violences commises par des enfants contre des membres de leur famille.

83. Les informations fournies ont été regroupées sous les rubriques suivantes : i) abus commis par les parents; ii) abus commis par d'autres membres de la famille; iii) abus commis au domicile par des personnes non apparentées; iv) abus commis entre membres adultes de la famille.

1. Abus commis par les parents

84. Le Gouvernement colombien a indiqué qu'aucune étude précise de la question n'avait encore été réalisée mais que l'analyse des informations émanant des centres de soins de différentes zones avait permis d'établir que la grande majorité des abus sur mineur signalés à l'Institut colombien de protection de la famille étaient des abus commis par des adultes sur des mineurs dont ils avaient la charge (beaux-pères par remariage, père, mère, etc.). Sur les 323 286 cas d'abus signalés, 68 712 étaient liés à des conflits familiaux. Une étude réalisée en 1998 à la demande de l'Institut en vue de déterminer la fréquence des abus sur enfant et le degré d'exposition des enfants à des stimulus positifs chez eux, a fait apparaître que 91 % des

adolescents interrogés considéraient avoir été à un moment donné de leur vie victimes d'une forme ou d'une autre d'abus de la part de leur mère, que 21 % d'entre eux affirmaient avoir subi des violences physiques de la part de leur mère et que 15 % estimaient avoir été victimes de négligence affective. En outre, un jeune sur cinq n'avait plus de contact avec son père biologique, 87 % des adolescents estimaient avoir été victimes d'une forme ou d'une autre d'abus de la part de leur père, 25 % estimaient avoir été victimes de négligence affective de la part de leur père et 14 % déclaraient avoir subi des violences physiques.

85. Dans sa réponse, le Gouvernement slovaque a communiqué des statistiques intéressantes sur le service d'accueil téléphonique à l'intention des enfants mis en place pour détecter, notamment, les cas d'abus. De janvier à juin 1999, cette permanence téléphonique a reçu 10 841 appels, dont 222 concernaient des enfants victimes de négligence, de violence ou d'abus sexuels dans leur famille, se répartissant comme suit : 51 affaires d'abus commis par un père sur sa fille, 32 d'abus commis par un père sur son fils, 19 d'abus commis par une mère sur sa fille et 23 d'abus commis par une mère sur son fils. Dans cinq cas, des abus avaient été commis par un beau-père par remariage sur la fille de son épouse et dans trois autres cas par un beau-père par remariage sur le fils de son épouse. Les auteurs des appels étaient dans leur grande majorité âgés de 11 à 18 ans (168), de 7 à 10 ans dans 20 cas et plus de 18 ans dans 8 autres.

86. L'enquête menée par le Tribunal australien des affaires familiales au sujet des allégations d'abus sexuels sur enfant a permis de constater que lorsqu'un parent était l'auteur de ces actes il s'agissait le plus souvent du père, mais que les enfants étaient également exposés aux violences physiques ou affectives de leur mère¹².

87. Les violences commises sur un enfant par une personne non apparentée sont déjà en soi des actes méprisables et déplorables, mais lorsque ce sont les parents qui en sont les auteurs, l'enfant, outre les souffrances physiques, mentales ou psychologiques endurées, se retrouve de surcroît privé du seul refuge où il puisse se sentir en sécurité, ses parents ou les personnes ayant la garde de l'enfant étant à la fois protecteurs et auteurs des abus.

88. De nombreux aspects des violences domestiques commises par les parents et de leurs répercussions sur les enfants n'ont pas encore été étudiés. Dans maints pays, les châtiments corporels infligés aux enfants par les parents sont encore tolérés et la distinction entre violence et discipline peut être très difficile à faire. Dans quelle mesure les pratiques culturelles doivent-elles être prises en compte à cet égard ? D'autres questions non résolues touchent à la mise en cause d'une personne apparentée ou ayant la garde de l'enfant qui ne signale pas l'abus, en particulier si elle est elle-même victime d'abus.

2. Abus commis par d'autres membres de la famille

89. Dans de nombreux pays, l'augmentation du nombre des divorces expose les enfants à davantage de risques. Plusieurs enquêtes ont montré que le risque pour une fille d'être victime d'abus sexuel de la part du conjoint de sa mère était plus élevé dans une famille recomposée, donc qu'un beau-père par remariage constituait une plus grande menace qu'un père biologique pour elle. Certains chercheurs ont fait observer que parmi les beaux-pères par remariage se trouvaient toujours plus de pédophiles du type dit "intelligent", c'est-à-dire épousant une femme divorcée ou célibataire déjà mère d'un enfant ou de plusieurs dans le but d'en abuser.

90. Si elle constitue souvent un réseau d'appui, la famille élargie peut également faciliter l'irruption d'auteurs d'abus dans le cercle familial. Une étude réalisée au Bangladesh a permis de constater que l'abus sexuel le plus largement toléré était l'abus commis sur une sœur de sa femme par un mari, ce dernier étant souvent entièrement libre d'abuser de ses belles-sœurs. Des grands-pères et des oncles étaient également responsables d'abus sexuels, mais les indications fournies à la Rapporteuse spéciale ne donnaient pas à penser que les membres de la famille élargie commettent régulièrement des actes de violence physique contre les enfants.

3. Abus commis au foyer par des personnes non apparentées

91. L'ONG Radda Barnen a constaté qu'en Éthiopie la plupart des filles abusées sexuellement l'étaient dans leur foyer par des personnes proches de leur famille (voisins, amis, connaissances, etc.) et estimé que l'ampleur réelle du phénomène était sans commune mesure avec le nombre de cas effectivement signalés en raison d'une procédure judiciaire très dissuasive, qui débutait par un examen médical de la victime pour s'achever par un jugement rarement favorable à la victime.

92. Radda Barnen a également fait état avec inquiétude des violences domestiques et abus sexuels commis à l'encontre des employées de maison en Éthiopie. Ce problème constituait pareillement une source de préoccupation pour le Gouvernement sud-africain, pour lequel le système très répandu d'exploitation poussée des employées de maison pouvait servir de paravent à la fourniture de services sexuels sous la contrainte ou contre rémunération.

93. La Rapporteuse spéciale a exprimé son inquiétude à ce sujet dans son récent rapport à l'Assemblée générale¹³, suite aux informations reçues par le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage en juin 1999¹⁴. En particulier, un nombre alarmant de filles employées de maison dans des ambassades étaient victimes d'abus sans aucune possibilité de recours du fait que leur employeur bénéficiait en général du statut de diplomate.

94. Selon des renseignements reçus de Covenant House/Casa Alianza, la plupart des employées de maison de Katmandou (Népal) seraient victimes de harcèlement sexuel grave d'ordre verbal et physique chez leur employeur. En outre, selon certaines allégations des adolescentes employées de maison seraient contraintes à se prostituer par leur employeur, qui les "vendrait" à leur futur mari. Une fois le "mariage" prononcé, ces adolescentes seraient sexuellement abusées par leur nouveau "mari", puis par ses amis, et seraient finalement forcées de se prostituer.

4. Abus commis entre membres adultes d'une famille

95. Des études réalisées au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis indiquent que la violence domestique sévit dans 25 à 28 % des ménages et que les enfants de tels ménages risquent 15 fois plus que les autres d'être victimes d'abus de la part de l'un de leurs parents ou des deux¹⁵. Selon une étude menée en Australie¹⁶, 45 % de 116 mères d'enfants ayant subi des abus présentaient des antécédents médicaux attestant qu'elles avaient été agressées par leur partenaire; d'après une enquête nationale réalisée auprès de 6 000 familles américaines, 50 % des hommes qui agressent fréquemment leur femme maltraitent en outre souvent leurs enfants.

96. On peut en conclure que lorsque des violences physiques sont commises entre époux, l'enfant court un plus grand risque d'y être exposé; en outre, les recherches montrent que les scènes de violence entre parents peuvent avoir des conséquences graves et durables sur les enfants qui en sont témoins.

97. En Norvège, les statistiques relatives à la protection de l'enfance comportent des catégories telles que la négligence et l'abus physique. Le Gouvernement norvégien a indiqué que certains enfants témoins de scènes de violence domestique pouvaient être considérés comme ayant été victimes d'abus mental.

98. Une autre conséquence des violences domestiques entre époux est le départ du foyer de l'un des parents, en général la mère, qui emmène ses enfants avec elle. Selon le Gouvernement norvégien, en 1998, 43 % des occupants (1 656 sur 3 888) de foyers d'urgence pour femmes battues étaient des enfants. Des chiffres comparables provenant d'une enquête menée en avril 1998 ont été communiqués par le Centre canadien de la statistique juridique : sur 6 115 personnes résidant dans 422 foyers, 48 % étaient des femmes et 52 % des enfants à charge. Près de 75 % des enfants étaient âgés de moins de 10 ans et 76 % des femmes ayant des enfants les avaient amenés avec elles. Près de 30 % des femmes vivant dans des foyers parce que victimes d'abus estimaient protéger ainsi également leurs enfants contre des mauvais traitements psychologiques (28 %), des violences physiques (14 %), des menaces (13 %), des actes de négligences (9 %) et des agressions sexuelles (4 %).

E. Conséquences de la violence domestique

99. Il ressort de la plupart des réponses reçues qu'aucune étude officielle n'a été consacrée aux liens existant entre la violence domestique et l'exploitation sexuelle ultérieure à des fins commerciales. Toutefois, dans la quasi-totalité des réponses il est fait état d'un lien entre les deux ainsi que de nombreuses autres répercussions.

100. La violence intrafamiliale peut se solder par des blessures physiques plus ou moins graves, ou même par la mort du membre de la famille victime, ainsi que par un préjudice psychologique. Les enfants témoins de scènes de violence chez eux souffrent de troubles affectifs et comportementaux prenant des formes diverses : repliement, dévalorisation de soi, cauchemars, culpabilisation et actes d'agression envers d'autres enfants, des membres de la famille ou des biens matériels¹⁷.

101. Le dommage est parfois irréversible. Près de 40 % des victimes de violences domestiques souffrent de séquelles suffisamment graves pour nécessiter une thérapie à l'âge adulte¹⁸ : incapacité de faire confiance (ce qui a un effet sur la relation avec le thérapeute), peur de l'intimité, dépression, tendances suicidaires et autres comportements autodestructeurs, dévalorisation de soi, culpabilité, colère, isolement et marginalisation, toxicomanie et alcoolisme, troubles de l'alimentation et autres.

102. Les hommes témoins dans leur enfance de scènes de violence entre leurs parents sont trois fois plus susceptibles de maltraiter leur épouse que les enfants de parents non violents, et les fils des parents les plus violents 1 000 fois plus¹⁹. Les femmes élevées dans ce type d'environnement sont elles deux fois plus susceptibles que la moyenne d'être victimes de violences conjugales²⁰.

103. De nombreuses études indiquent que la violence domestique contribue au phénomène des sans-logis, en particulier dans les familles avec enfants. Selon une étude de la Fondation Ford réalisée en 1990, 50 % des femmes et des enfants sans logis avaient fui leur domicile pour ne plus être exposés à des abus²¹. Une étude plus récente relative à un échantillon de 777 parents sans logis (dont une majorité de femmes) vivant dans dix villes des États-Unis a fait apparaître que 22 % avaient quitté leur dernier domicile pour fuir la violence domestique. En outre, dans 46 % des villes couvertes par une enquête de la Conférence des maires des États-Unis la violence domestique était la cause première de l'absence de domicile fixe. Si la pauvreté expose davantage les enfants à l'exploitation et aux abus, les enfants sans logis sont encore plus vulnérables à cet égard.

104. Les statistiques recueillies par le Ministère lituanien de l'intérieur concernant une cinquantaine d'entreprises illégales se livrant au commerce du sexe font ressortir qu'une grande majorité des enfants impliqués avaient été victimes de négligence et d'abus dans leur famille, ce qui les avait conduits au vagabondage et à la mendicité.

105. Le Gouvernement sud-africain a estimé que la violence intrafamiliale exerçait un profond effet déstabilisateur sur la société en ce qu'elle empêchait les victimes de s'épanouir pleinement et compromettait le développement des collectivités. En dernière analyse, la violence domestique était un obstacle à l'édification de la nation.

106. S'il apparaît bien que le milieu familial est en cause dans le cas de nombre d'enfants ayant sombré dans la prostitution, la délinquance ou l'instabilité mentale, il importe d'avoir à l'esprit que la plupart des enfants victimes d'un ou de plusieurs types d'abus à un moment donné de leur enfance font preuve de capacité de résistance et finissent par devenir des individus responsables et aimants une fois parvenus à l'âge adulte. Ces enfants et jeunes adultes deviennent bien souvent les meilleurs défenseurs des droits de l'enfant. La Rapporteuse spéciale tient en particulier à rendre hommage et à exprimer son admiration aux jeunes ayant participé aux conférences canadiennes et australiennes auxquelles elle a assisté en 1998²², lesquels malgré l'enfance tragique ayant dans bien des cas été la leur, étaient parvenus à surmonter toutes les violences et les abus subis pour mettre leur expérience personnelle au service d'une action visant à sensibiliser le public aux questions soulevées et à obtenir une modification de la législation en vigueur et de la politique suivie

.

V. RÉPONSES DES ÉTATS PARTIES

107. Les informations reçues du Chili, de Fidji, du Guatemala, du Mexique, de la Norvège, du Royaume-Uni, de Singapour, de la Turquie et d'autres États devant soumettre leur réponse entre décembre 1999 et juillet 2000 seront analysées dans le prochain rapport de la Rapporteuse spéciale à l'Assemblée générale.

Bénin

108. Certains aspects du problème de la violence domestique sont abordés dans le cadre du Programme national de lutte contre le sida. En 1998, la prostitution d'enfants a été retenue comme sujet de thèse à l'École nationale d'assistance sociale de la faculté des sciences et de la

santé de Cotonou. Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération souhaiterait mener d'autres études sur la question, mais se heurte actuellement à des problèmes de financement.

109. Le Bénin a indiqué que le phénomène de la maltraitance et de l'abandon d'enfants s'était résorbé suite à l'élaboration par le Ministère du projet "Vidomegon", financé par l'UNICEF, qui vise à apporter une assistance aux enfants se prostituant vivant ou non dans leur famille. En ce qui concerne la prostitution, les activités des proxénètes et des recruteurs ont été freinées par l'action engagée par le Gouvernement, en collaboration avec des ONG et les autorités religieuses, en vue de sensibiliser par différents moyens la population aux risques courus par les enfants. Les parents font désormais preuve d'une vigilance accrue à l'égard des activités extérieures de leurs enfants.

Canada

110. En 1984, le Gouvernement fédéral a institué le Comité sur les infractions sexuelles à l'encontre des enfants et des jeunes (Comité Badgley), chargé d'étudier les sanctions légales applicables aux abus sexuels sur enfant et de faire des recommandations visant à protéger les enfants à risque. Dans son rapport (rapport Badgley, 1984), le Comité s'inquiétait du lien existant entre abus sexuel et prostitution. Il y formulait plusieurs constatations et conclusions après des entretiens avec 229 prostituées mineures. Pour un grand nombre d'entre elles, la décision de quitter leur domicile et de se prostituer avait été précipitée par une situation familiale décrite comme intolérable. Le Comité Badgley a également constaté que nombre des garçons se prostituant s'étaient enfuis de chez eux parce qu'ils étaient tournés en dérision et frappés d'ostracisme en raison de leur homosexualité. Les garçons qui manquaient de soutien familial et subissaient un environnement scolaire homophobe étaient nombreux à vivre dans la rue, où ils pensaient pouvoir rencontrer des gens ayant les mêmes préférences sexuelles qu'eux et échapper à l'hostilité et à la dérision des membres de leur famille et de leurs amis.

111. Depuis le rapport Badgley, certains chercheurs ont avancé qu'un lien clair existait entre le fait d'avoir été victime d'abus physiques et sexuels dans sa famille pendant son enfance et celui de se prostituer, mais d'autres chercheurs le contestent.

Colombie

112. Deux projets de recherche nationaux ont été consacrés respectivement au problème de la prostitution infantine et de la pédopornographie, leurs causes et leurs conséquences néfastes pour les enfants en général, et aux interventions directes réalisées par les divers services intersectoriels de l'État. L'Institut colombien de protection de la famille (ICBF), qui administre le système national de protection familiale et met en œuvre la politique sociale relative à l'enfance et à la famille, s'occupe des affaires de violence domestique : abus physiques sur enfant quelle que soit leur gravité, abus affectifs et verbaux, abus sexuels, négligence physique et affective, abandon d'enfant, etc. Il collabore étroitement avec d'autres organismes, auxquels il peut transmettre certains dossiers complexes réclamant des connaissances spécialisées.

113. Lorsqu'une plainte est déposée, l'ICBF, en la personne de son defensor de familia, ordonne l'ouverture d'une enquête pour établir les faits; pendant cette période, l'enfant peut rester sous la garde de ses parents. Le domicile est inspecté et les personnes chargées de s'occuper de l'enfant sont interrogées; dans la mesure du possible l'enfant est questionné et soumis à un examen

médical et à l'évaluation de son état psychologique et nutritionnel. D'autres dispositions peuvent si nécessaire être prises.

114. Lorsqu'il est adressé au defensor de familia par une autorité comme la police, le mineur est placé sous la protection de l'ICBF pour la durée de l'enquête. Une fois les circonstances de l'abus élucidées, l'enfant reste sous la protection de l'ICBF jusqu'à la fin de la procédure dans le souci d'empêcher tout nouvel abus²³.

115. Le Gouvernement colombien a élaboré et met en œuvre un plan intitulé "Faire la paix" visant à prévenir la violence intrafamiliale dont les trois principaux axes stratégiques sont la détection précoce, la prévention et les soins. Ce plan, qui prévoit des activités nationales, régionales et locales, a été essentiellement élaboré à partir de programmes et d'activités menés par l'ICBF avec le soutien du Cabinet de la Présidence de la République.

Chypre

116. Le Département de la protection sociale est responsable des politiques, lois et programmes relatifs à l'enfance et à la famille. La violence et la négligence domestiques sont parmi les questions les plus couramment traitées. L'île étant peu étendue, les cas d'abus - souvent signalés de manière informelle par des voisins, des proches ou des amis des familles concernées - sont examinés par un fonctionnaire du Département. En outre, des accords officiels conclus entre le Département et d'autres services intéressés, tels que la police et le Ministère de la santé, définissent les rôles respectifs des différents intervenants et les procédures à suivre dans les affaires de violence intrafamiliale.

117. L'enfant "ayant besoin de protection" (loi sur l'enfance, art. 352) peut être placé dans une famille d'accueil, parfois dans une institution. Cette dernière solution n'est retenue que si d'autres services ne peuvent apporter un soutien suffisant à la famille pour faire cesser tous les abus. Une ONG (Association pour la prévention et le traitement de la violence intrafamiliale) est spécialisée dans le soutien aux victimes de ce type de violence et offre divers services, notamment : accueil en foyer, conseils et consultation juridique.

Iraq

118. Le Gouvernement iraquien indique avoir pris toutes les mesures possibles d'ordre législatif, exécutif et judiciaire pour assurer la protection des enfants et prévenir dans la société iraquienne tout phénomène de violence domestique, de vente d'enfants, de prostitution enfantine et de pédopornographie; la source de la législation nationale est la charia islamique, qui condamne fermement de telles pratiques. La législation nationale, par exemple le Code pénal (loi No 111 de 1969) et la loi No 8 de 1988 sur la prévention de la prostitution, prévoient des peines sévères pour toute personne coupable de divers types de pratiques, y compris les abus sexuels.

Japon

119. Selon le Gouvernement japonais, la société japonaise prend toujours plus conscience des abus commis sur les enfants et s'intéresse aux mesures susceptibles d'être prises pour améliorer la protection de l'enfance. En 1998, sur les 16 482 violations des droits de l'homme signalées au

Japon, plus de 1 000 concernaient des actes d'abus, d'exploitation, de coercition et d'oppression commis par des parents sur leurs enfants. Le Gouvernement japonais a communiqué à la Rapporteuse spéciale des statistiques concernant les abus de ce type compilées par le Centre d'orientation pour enfants, dont la mission, conformément à la loi sur la protection de l'enfance, est d'examiner les cas où un enfant se trouve sous la "garde d'une personne inappropriée". En 1997, 5 352 cas avaient été signalés au Centre, dont 94,9 % concernant des abus commis sur un enfant par un membre de sa famille. Les abus se répartissaient de la manière suivante : abus physiques (51,9 %), négligence et défaut de soins (33,7 %), abus psychologiques (8,6 %), abus sexuels (5,8 %). Les auteurs des abus étaient les pères (27 %), les beaux-pères par remariage (9,1 %), les mères (55 %), les belles-mères par remariage (3,8 %).

Qatar

120. Le Gouvernement qatarien a informé la Rapporteuse spéciale qu'aucun cas d'exploitation sexuelle d'enfants et de violences domestiques n'avait été enregistré au Qatar.

République slovaque

121. La police slovaque est dotée d'unités chargées des affaires de délaissement d'enfant et de violence intrafamiliale et dispose d'enquêteurs spécialisés dans le traitement des infractions pénales commises par des mineurs ou à l'encontre de mineurs. Une ligne téléphonique directe à l'intention des enfants a été mise en place en République slovaque, ce qui permet en outre de recueillir des statistiques sur les abus dont les enfants sont victimes.

122. Mise en place en janvier 1999, cette ligne téléphonique directe est gratuite, contactable en permanence et anonyme; ce service offre aux enfants et aux jeunes la possibilité de confier leurs problèmes à des interlocuteurs spécialement formés en mesure de les écouter et de les conseiller. Ce service traite directement certaines affaires signalées par un enfant ou par un tiers. L'auteur de l'appel peut exposer son problème, recevoir des informations sur les mesures envisageables et être informé de la personne à contacter pour porter le problème sur le plan judiciaire.

Afrique du Sud

123. Une ONG (CATTS - Child Abuse Treatment and Training Services) s'occupe de jeunes filles vivant dans les rues de Johannesburg, originaires de toutes les provinces sud-africaines mais aussi du Rwanda, du Mozambique et du Botswana. La plupart des bénéficiaires des services de cette ONG sont issues de milieux familiaux marqués par les abus physiques et sexuels, la violence domestique et politique, le chômage et la pauvreté. Dans l'une des résolutions adoptées par les jeunes participant à un atelier organisé en mars 1999, avant la Conférence nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants en Afrique du Sud, il a été demandé instamment aux parents d'être à l'écoute de leurs enfants. Ces jeunes auteurs ont estimé que le manque de communication entre parents et enfants entraînait une érosion rapide des valeurs morales de la société. Les garçons étaient élevés dans la certitude d'être supérieurs aux filles, ce qui débouchait sur une société inégalitaire; dans la culture xhosa, il était normal qu'un homme frappe une femme car il s'agissait d'un témoignage d'amour. Les jeunes participants ont affirmé que la seule manière de changer de telles pratiques était de commencer par donner l'exemple chez soi.

124. Dans son Livre blanc pour l'action sociale (1997), le Gouvernement sud-africain s'est engagé à élaborer un plan national global pour la protection de l'enfance contre les violences et des abus s'articulant autour des éléments suivants: étude des besoins et problèmes liés à la violence et aux abus sur enfant, notamment la violence intrafamiliale; organisation de programmes de prise en charge des victimes de violences; interdiction des châtiments corporels; réforme du système juridique visant à ménager les enfants; lancement de campagnes de sensibilisation du public.

125. Suite à la prise de conscience de l'ampleur du problème de la violence domestique en Afrique du Sud, le Parlement a adopté la loi contre la violence domestique (loi No 116 de 1998) devant entrer en vigueur au début de l'an 2000.

126. Le Gouvernement sud-africain a indiqué que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales était en augmentation dans certaines zones du pays. La violence domestique aggravait sans le moindre doute ce phénomène mais ne pouvait pourtant être considérée que comme un codéterminant parmi d'autres de l'exploitation des enfants.

Suisse

127. La première enquête sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales en Suisse, basée sur une soixantaine d'études de cas, a été réalisée en 1999 par une ONG, Arge Kipro, mais le Gouvernement suisse ne la juge pas représentative de la situation du pays. Cette enquête montre malgré tout clairement qu'un lien existe entre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et le fait d'avoir vécu une enfance marquée par des violences et des abus sexuels au sein de la famille. Le Gouvernement suisse a constaté l'existence d'une forte corrélation entre prostitution et toxicomanie. Diverses initiatives ont été lancées dans les cantons suisses; le canton de Vaud a ainsi nommé un délégué cantonal chargé de coordonner la prévention des mauvais traitements à enfant.

128. Dans sa réponse, le Gouvernement suisse a en outre mentionné les abus sexuels dont des enfants sont victimes de la part d'entraîneurs dans le cadre d'activités sportives. L'École fédérale de sport de Macolin et l'Association olympique ont créé un groupe de travail chargé d'étudier les possibilités de formation et d'intervention dans ce domaine ainsi que les moyens de faire connaître au public les centres d'aide et de consultation à contacter.

Togo

129. La Direction de la protection et de la promotion de la famille et de l'enfance (Ministère des affaires sociales) en charge des affaires d'abus sur enfant, a indiqué avoir reçu de janvier à juillet 1999 30 plaintes visant des mauvais traitements infligés par des parents à leur enfant. Il s'agissait de violences verbales, morales ou physiques, notamment : coups et blessures, abus sexuels, brûlure, amputation de l'oreille, traumatisme, abandon, torture, viol et prostitution forcée.

130. Dans les affaires de violence intrafamiliale ou d'abandon d'enfant, les services sociaux s'efforcent pendant un certain temps de réconcilier les membres de la famille; ils considèrent toutefois cette réconciliation très difficile lorsqu'il y a eu inceste car, en général, la fille rejette son père et celui-ci nie l'abus.

131. Lorsque l'abus est particulièrement grave, les services sociaux, en collaboration avec l'ONG Terre des hommes, placent l'enfant dans une institution jusqu'à ce qu'une personne digne d'en avoir la charge ait été trouvée. L'enfant reçoit des soins médico-psychologiques.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

132. La famille passe traditionnellement pour un lieu sûr où affection, soins et protection sont prodigués à l'enfant pour lui permettre de se muer en un adulte équilibré apte à s'épanouir pleinement. Elle constitue en général le lien social le plus stable, qui conforte et responsabilise ses membres et leur donne un sentiment de sécurité qu'ils ne peuvent trouver ailleurs.

133. Cependant, la famille a toujours plus de mal à préserver ce lien en raison des tensions de la vie moderne et des problèmes nouveaux qui se font jour dans le monde entier. Le combat constant qui caractérise la vie quotidienne, la soif inextinguible de biens matériels, la mutation radicale des valeurs morales, la décomposition de la famille, la redéfinition des priorités et d'autres facteurs encore ont nui à la cellule familiale.

134. La Rapporteuse spéciale prend acte avec satisfaction de la tenue à Athènes, en mai 1998 et sous les auspices de la Fondation pour l'enfant et la famille, du Forum de la famille européenne consacré à la famille européenne du XXI^e siècle. À son sens, on a bien trop tardé à prendre en considération le rôle de la famille dans l'action à mener pour mettre les enfants à l'abri de la menace de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou les en libérer.

135. La violence intrafamiliale est un phénomène très complexe le plus souvent non réductible à une forme unique. Ainsi, il est très rare que la violence sexuelle ne soit que sexuelle : elle est souvent associée à des abus physiques, psychologiques ou mentaux et peut déboucher sur ce que certains experts qualifient de spirale de la violence se caractérisant par l'intensification et la diversification des actes de violence. Les conséquences en sont aggravées par l'impuissance de la victime et le lien affectif l'unissant à l'auteur des abus.

136. Estimer l'ampleur du problème de la violence intrafamiliale n'est pas facile en raison de plusieurs facteurs, notamment :

- i) La définition des actes et faits constitutifs de la "violence domestique" varie d'un pays à l'autre, sans parler des pays où cette simple expression est inconnue;
- ii) La diversité, d'un pays à l'autre, des valeurs et pratiques culturelles, religieuses et traditionnelles relatives au traitement des femmes et des enfants en particulier et à la famille en général;

- iii) Les carences des mécanismes de signalement des abus, soit parce que les victimes acceptent stoïquement un abus considéré comme inévitable, soit parce que les autorités chargées de faire respecter la loi estiment que les abus sont une affaire purement domestique et ne relèvent pas de leur compétence;
- iv) Le postulat général selon lequel les enfants qui ont une famille reçoivent soins et protection.

137. Après comparaison des diverses formes de violence intrafamiliale, la Rapporteuse spéciale a relevé certaines constantes dans la genèse des abus intrafamiliaux sur enfant, à savoir :

- i) Sentiment d'exercer un pouvoir sur la victime;
- ii) Désir de compenser la faible estime de soi;
- iii) Dépression due à des déceptions et sentiment général d'incompétence;
- iv) Prédilection liée à des antécédents d'abus intrafamilial;
- v) Toxicomanie, alcoolisme et passion du jeu;
- vi) Influence culturelle;
- vii) Méconnaissance des droits des enfants;
- viii) Difficultés conjugales.

138. Au vu des réponses reçues, le lien entre abus intrafamilial et prostitution reste controversé mais la Rapporteuse spéciale estime néanmoins possible de dégager en la matière le constat général suivant : un grand nombre de jeunes se prostituant ont quitté de gré ou de force un milieu familial insupportable dans lequel ils étaient victimes d'abus physiques, sexuels et affectifs.

139. De nombreux garçons se sont enfuis pour échapper à la discrimination qu'ils subissaient en raison de leur orientation sexuelle. Une fois dans la rue, face à la pauvreté et à des structures d'aide insuffisantes, la prostitution devient une solution viable.

140. Tous les jeunes se prostituant n'ont certes pas été victimes d'abus physiques et sexuels dans leur enfance et tous les jeunes victimes d'abus sexuels ne tombent pas dans la prostitution. Les éléments recueillis donnent pourtant à penser que s'il n'y a pas lien de causalité direct entre enfance marquée par des abus physiques et sexuels, fuite du foyer familial et prostitution, ces éléments sont souvent en corrélation.

141. La Rapporteuse spéciale souhaite formuler les recommandations suivantes :

- a) Il est urgent d'organiser des campagnes énergiques de sensibilisation de l'opinion publique aux droits consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier à l'article 19. L'opinion publique doit être davantage consciente des dommages que les abus autres que physiques peuvent occasionner à un enfant.

- b) Les cours d'éducation sexuelle dispensés dans les écoles devraient non seulement permettre aux enfants de comprendre leur corps et leur développement sexuel, mais aussi leur enseigner qu'ils sont maîtres de leur corps et que même leurs proches ne peuvent les toucher de certaines manières. Les questions relatives au comportement sexuel ne doivent pas être taboues, mais être abordées avec les enfants selon des modalités qui leur sont intelligibles et qui ne les mettent pas en danger.
- c) Les études réalisées doivent tenir compte des différences de culture, de mentalité, de normes sociales et de valeurs morales, afin que des stratégies pertinentes puissent être élaborées. Ces normes ne sauraient cependant jamais servir à excuser violences et abus.
- d) Les professionnels de divers secteurs doivent être associés à l'élaboration des programmes, des initiatives et des stratégies, dans le souci de donner à la cellule familiale les moyens de jouer le rôle fondamental lui revenant dans la protection des enfants. Les réseaux de soutien communautaires devraient être renforcés de manière à permettre aux collectivités d'aider les enfants, les jeunes et leur famille, et à éliminer les facteurs de risque au sein de la famille.
- e) Les services de psychothérapie dont bénéficient les enfants victimes d'abus sexuels devraient également être proposés aux familles et être fournis par des professionnels qualifiés.
- f) Les droits et responsabilités des membres de la famille élargie doivent être examinés, en particulier ceux des beaux-parents par remariage, la plupart des sociétés ne leur attribuant pas de rôle clair.
- g) La question de la violence domestique devrait être d'urgence abordée au grand jour et faire l'objet d'études et de recherches approfondies visant à déterminer les causes des comportements déviants observés au sein de la famille.
- h) Les instances dans lesquelles les enfants peuvent faire entendre leur voix devraient recevoir un soutien. Souvent, les jeunes ayant souffert d'abus sont les meilleurs défenseurs des autres enfants victimes.
- i) Les entités étatiques et non étatiques devraient poursuivre leurs recherches sur les facteurs qui conduisent des jeunes à se prostituer. Il importe que ce processus soit connu de ceux qui sont chargés d'élaborer les mesures visant à réduire la prostitution des jeunes. Il faudrait réaliser des enquêtes dans l'optique des jeunes se prostituant.
- j) Les États qui ne l'ont pas fait devraient envisager de mettre en place des lignes téléphoniques directes destinées à permettre aux enfants de signaler tout abus et de dialoguer avec un conseiller qualifié.

NOTES

¹ Art. 3 b).

² Pour plus de renseignements sur les délibérations, les conclusions et les recommandations de la Conférence, consulter son site Web : www.stop-childpornog.at.

³ Sauver les enfants en Albanie, "Children's Situation in Albania", renseignements fournis par le Centre albanais pour les droits fondamentaux des enfants (CRCA) (www.crca.tsx.org).

⁴ Redd Barna Cambodia, info.rbc@bigpond.com.kh.

⁵ R. Akhileswari, Deccan Herald News Services, Hyderabad (Inde), 31 mars 1999.

⁶ Nayana, "Abuse of the little girl child", *Legal Watch, The Sunday Island*, Sri Lanka, 9 mai 1999.

⁷ David Rosenzweig, "2 lawyers accused of immigrant fraud", *Los Angeles Times*, 24 septembre 1999.

⁸ L'article 2 de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes définit la violence comme englobant, sans y être limitée, "la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence non conjugale, et la violence liée à l'exploitation" (résolution 48/104 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1993).

⁹ Blume, 1990, p. 4.

¹⁰ E/CN.4/1996/53, par. 27.

¹¹ "Non-commercial sexual abuse of children in Bangladesh", Radda Barnen, 30 mars 1997.

¹² Everybody's Business – Deuxième Conférence nationale sur les enfants, les jeunes et la violence dans la famille, Brisbane, 1998.

¹³ A/54/411.

¹⁴ Voir E/CN.4/Sub.2/1999/17.

¹⁵ W. Stacy et A. Shupe, *The Family Secret*, Boston, Massachusetts, Beacon Press, 1983.

¹⁶ Stark et Filcarft, 1985 et 1988.

¹⁷ Peter G. Jaffe et Jeffrey L. Edleson (sous la direction de), *Ending the Cycle of Violence: Community Responses to Children of Battered Women*, Thousand Oaks, Californie, Sage Publications, 1995.

¹⁸ Browne et Finkelhor, 1986.

¹⁹ M. A. Strauss, R. J. Gelles et S. Steinmetz, Behind closed Doors, Doubleday, Anchor, 1980.

²⁰ M. A. Strauss et R. J. Gelles (sous la direction de), Physical Violence in American families, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 1990.

²¹ Zorza, 1991.

²² Premier Sommet international des jeunes exploités sexuellement, tenu à Victoria, Colombie britannique (Canada) en mars 1998; deuxième Conférence nationale sur les enfants, les jeunes et la violence domestique, tenue à Brisbane (Australie) en octobre 1998.

²³ En 1996, l'État colombien a promulgué la loi No 294, qui précise l'article 42 de la Constitution et établit des règles visant à prévenir, réparer et réprimer la violence intrafamiliale. La loi stipule qu'"une demande de protection peut être présentée par la victime elle-même, par toute autre personne agissant en son nom ou par le defensor de familia si la victime n'est pas en mesure de le faire" (art. 9). Elle dispose également que la violence intrafamiliale relève de la compétence des juges des affaires familiales ou des juges de paix (art. 4).
